

**CONVENTION
ENTRE**

**LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX
&
LA VILLE DE TALENCE
&
L'ASSOCIATION AGREEE POUR LA PECHE ET
LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE**

Entre les soussignés :

La Communauté urbaine de Bordeaux représentée par son Président, **Monsieur Vincent Feltesse**, autorisé aux fins des présentes par délibération n° 2008/0199 du Conseil de Communauté urbaine de Bordeaux en date du 18 avril 2008

Et

La Ville de Talence représentée par son Maire, **Monsieur Alain Cazabonne**, agissant en cette qualité et suivant la délibération du 27 mars 2008,

Et

Monsieur Jean-Serge Peuchaud, Président de l'**Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique** (AAPPMA), demeurant Château du Moulin d'Ornon à Gradignan (33170), autorisé par arrêté préfectoral en date du 9 février 2009.

RAPPEL – Le présent document s'inscrit dans le cadre de la convention de gestion d'un espace public et de loisirs, incluant un bassin de retenue des eaux pluviales à ciel ouvert situé à Thouars, passée entre la Communauté urbaine de Bordeaux et la Ville de Talence en date du 26 septembre 1988.

La vocation principale du bassin est de retenir les eaux pluviales du bassin versant amont des ruisseaux.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville de Talence accorde à l'AAPPMA le droit de pêche sur le plan d'eau de Talence Thouars.

Article 2 : Intervention de la Ville de Talence

La Ville de Talence accorde à l'AAPPMA le droit de pêche sur le plan d'eau de Thouars.

La pêche n'est autorisée que depuis le bord sur la totalité du plan d'eau.

Article 3 : Intervention et responsabilité de l'AAPPMA

Conformément à ses statuts, l'AAPPMA pourra intervenir dans les opérations :

- de protection et de gestion de la faune piscicole,
- de gestion et développement de l'activité de pêche de loisirs,
- de surveillance et de contrôle de la pratique de cette pêche.

De plus, en cas de vidange complète du bassin de rétention, l'AAPPMA s'engage à prendre en charge les aspects piscicoles éventuels (autorisation administrative, récupération et remise en place des poissons).

Article 4 : Suivi des activités

Une fois par an, l'AAPPAM présentera un compte rendu de ses activités.

Article 5 : Equipements divers

La mise en place d'équipements divers sur les berges du bassin d'étalement sera soumise à l'avis préalable de la Communauté urbaine de Bordeaux et de la Ville de Talence.

La Communauté urbaine de Bordeaux et la Ville de Talence ne pourront, en aucun cas, être tenues pour responsables des dommages causés à ces équipements de loisirs, soit par une éventuelle pollution accidentelle ou non, qui serait due à des rejets véhiculés par le réseau d'eaux pluviales, ou de toute opération d'exploitation ou entretien de l'ouvrage.

La Communauté urbaine de Bordeaux ne sera pas tenue pour responsable en cas de mortalité piscicole due à la fonction de bassin de retenue des eaux pluviales.

Article 6 : Respect du site et du règlement intérieur

Les pêcheurs devront respecter les lieux et le règlement intérieur du parc défini par la Mairie de Talence.

Article 7 : Durée du contrat

La présente convention est établie pour une durée de 1 an à compter de sa date de signature.

Elle pourra se renouveler par tacite reconduction tous les ans dans la limite de **5 ans**, sauf dénonciation par lettre recommandée par l'une des parties au moins 3 mois avant la date d'échéance.

Article 8 : Résiliation

Toute entrave de quelque nature qu'elle soit, au bon fonctionnement de l'ouvrage dans sa destination principale, entraînera, dans un premier temps la suspension immédiate des effets de la présente convention et, en cas de récidive, sa résiliation pure et simple. Cette convention est donc révocable à tout moment.

Article 9 : Assurance

L'assurance responsabilité civile individuelle est à souscrire pour chaque pêcheur.

Devront être couverts par cette assurance les accidents survenus, en action de pêche, au pêcheur qui a eu un accident mortel (assurance décès) ou bien un accident de pêche (assurance invalidité).

Sont couverts également les accidents provoqués par le pêcheur en action de pêche à un usager des lieux ou un autre pêcheur.

Article 10 : Litige

En cas de désaccord, les parties conviennent de tenter de le résoudre à l'amiable, avec l'assistance éventuelle de leurs conseils respectifs. Toutefois, si cette tentative n'aboutit pas à une solution agréée par chaque partie et ce, dans le délai d'un mois, la partie demanderesse pourra recourir à toute procédure qu'elle jugera utile devant la juridiction compétente, siégeant à Bordeaux.

Fait à Bordeaux, le

Pour la Communauté urbaine de
Bordeaux,

Le Président,
Vincent Feltesse

Pour la Ville de Talence

Le Maire,
Alain Cazabonne

Pour l'Association Agréée de Pêche et
de Protection du Milieu Aquatique,

Le Président,
Jean-Serge Peuchaud